

UN CONGRÈS DE « JEUNE RESISTANCE »

La presse française est fort avare de renseignements sur les activités et publications des réseaux de jeunes, résistant à la guerre d'Algérie. Cela se conçoit sans même faire mention du caractère clandestin de ces réseaux. Les journaux bourgeois voudraient autant que possible minimiser le phénomène. Les journaux de la « gauche » préfèrent ignorer le plus souvent des actes en contradiction avec leur politique opportuniste. Nous avons déjà souligné ici l'importance pour le présent et aussi le futur des actuels mouvements de jeunes ; c'est pourquoi nous pensons intéressant de communiquer à nos lecteurs de larges extraits d'un reportage signé Jacques Coenen, paru dans un récent numéro de l'hebdomadaire « La Gauche », organe du courant de gauche du Parti socialiste belge.

Au cours du mois d'août, quelque part en Europe, le premier Congrès de « Jeune Résistance » a tenu clandestinement ses assises.

Les participants ? Tout d'abord, les membres de l'équipe centrale, sorte de Q.G. qui assure la liaison entre les différents groupes, coordonne l'action du mouvement et se charge de sa représentation à l'étranger. Ensuite, les délégués de toutes les équipes « J. R. » qui se sont constituées dans les pays limitrophes de la France. Il y a enfin — il y a surtout — ceux de l'intérieur, ceux qui, dans l'ombre, organisent la propagande dans la jeunesse française, créent des réseaux « J. R. », reconstituent les réseaux démantelés, mettent en place les filières d'évasion, etc. Ils sont venus de toutes les régions de France, mandatés par leurs camarades restés là-bas. Ils feront le point, confronteront leurs expériences... puis ils reprendront le chemin de la clandestinité. Sont aussi présents ceux qui assurent la liaison entre l'équipe centrale et l'intérieur ; ils retournent fréquemment en France par des voies détournées. R... est l'un d'eux, il revient précisément d'une mission « à l'intérieur ». Il a pris la parole, en France, dans diverses assemblées, y apportant de vive voix le point de vue de « Jeune Résistance ». Il repartira bientôt, pour continuer son dangereux travail. « Je ne doute pas que la plupart de ceux qui sont ici ne se retrouvent en taule sous peu », me déclare-t-il, « qu'importe, après nous, d'autres continueront ; le mouvement est lancé, maintenant. »

L'U.G.E.M.A. et l'U.G.T.A. se sont fait représenter, apportant ainsi le salut du peuple algérien à ceux qui n'ont pas hésité à se mettre hors la loi pour ne pas lui faire la guerre.

Il est regrettable que ceux qui dénigrent — avec quelque légèreté, il faut bien le dire — les militants de « Jeune Résistance » n'aient pu assister à leurs débats.

Au risque de les vexer, je dirai que j'étais très sceptique au sujet de ce congrès. J'ai été jusqu'à me demander s'il ne s'agissait pas d'une fumisterie, ou tout au moins d'un bluff monumental. Je me rends compte à présent combien mes craintes étaient vaines : la qualité des exposés qu'il m'a été donné d'entendre, le sérieux des discussions, la bonne organisation de ces assises me l'ont prouvé à suffisance.

Différents rapports furent présentés : activités « à l'intérieur », activités « à l'extérieur », propagande, questions financières, prise en charge des déserteurs à l'étranger, mesures de sécurité, attitude vis-à-vis des autres organisations de gauche, vis-à-vis des réseaux de soutien au F.L.N., etc.

Autant de questions qui furent largement débattues et qui firent l'objet de résolutions préalablement élaborées en commissions.

Parmi les membres de « J. R. », on trouve des communistes, des socialistes, des chrétiens, etc. Ils ont deci de commun qu'ils entendent mettre leurs actes en accord avec leurs idées. Ils n'ont pas cru pouvoir se contenter de condamner la guerre d'Algérie de façon purement verbale.

Ce ne sont pas des objecteurs de conscience. Leur refus du service militaire est strictement lié à la nature de la guerre qu'on veut leur faire mener. A leurs yeux, cette guerre est injustifiable ; elle sert à maintenir un régime colonial et à écraser la révolution de tout un peuple. Ils estiment en outre que les méthodes de répression utilisées — inhérentes à cette forme de conflit d'ailleurs — entraînent la dégradation morale de leur génération et conduisent leur pays vers le fascisme.

Divers hommes de gauche, bien qu'également opposés à cette guerre, les ont condamnés, ne pouvant admettre leur refus de servir. Ils rétorquent que ceux-là mêmes qui les condamnent les ont, en quelque sorte, acculés à la désertion, par leur « misérable prudence ».

Afin que le refus de servir ne constitue pas exclusivement un acte « d'hygiène morale » à usage individuel, « Jeune Résistance » vise à rassembler les déserteurs et insoumis, afin d'organiser le refus collectif de la jeunesse française.

Les dirigeants « J. R. » insistent sur le fait qu'ils ne constituent pas un mouvement d'exilés ; ils entendent ne pas se couper de leur pays et restent en contact étroit avec l'intérieur. Un de leurs objectifs est d'ailleurs de rendre possible le maintien du plus grand nombre possible de réfractaires en France même, dans la clandestinité.

Des tâches immédiates ont également été définies. « J. R. » entend entreprendre une vaste campagne de propagande et d'agitation en faveur de l'insoumission collective, afin d'intensifier au maximum le mouvement de refus qui gagne les jeunes Français et qui, déjà, inquiète les milieux gouvernementaux et l'état-major français.

Parallèlement à cette action sur le plan intérieur, « J. R. » se propose un effort d'information dans les différents pays européens afin d'expliquer le sens de son action à l'opinion publique internationale. Dans ce but, le soutien des mouvements sympathisants sera demandé.

COMMUNIQUÉ DU P.C.I. A LA PRESSE

Des centaines de combattants de l'A.L.N. ont été condamnés à mort et exécutés en Algérie et en France.

Ces dernières semaines en particulier, à Lyon et dans d'autres villes, plusieurs combattants algériens parmi lesquels certains — tel Mohamed Laklifi — n'étaient accusés d'aucun meurtre, ont été guillotins.

Pourtant, ce sont les autorités françaises et la presse qui est à leur service qui crient au meurtre quand deux soldats français sont fusillés pour avoir commis en Algérie les actes de barbarie que le monde entier maintenant connaît et qui sont devenus ouvertement de règle parmi les « forces de l'ordre » françaises contre les populations algériennes.

Le P.C.I. élève sa protestation indignée contre cette hypocrisie qui fait crier au meurtre ceux qui organisent massivement depuis six ans l'assassinat et les tortures et y font participer de jeunes soldats moralement désarmés. Il appelle les travailleurs et les jeunes de France à se désolidariser activement des crimes commis en leur nom en Algérie et en France contre leurs frères algériens en lutte pour leur indépendance et à exiger que cessent les exécutions, les tortures et la guerre colonialiste.

Paris, le 17 août 1960.

Le Bureau politique du Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV^e Internationale).